



La crise sociale aux États-Unis

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2012

WSWS.org

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Tandis que le président Obama et le Congrès s'apprêtent à retrancher des billions de dollars des programmes sociaux qui empêchent qu'un vaste nombre de personnes ne sombre dans le dénuement le plus complet, la faim et la pauvreté aux États-Unis atteignent des sommets jamais vus depuis des décennies.

Les chiffres sont renversants.

Le nombre d'Américains qui reçoit des coupons alimentaires, soit 47,1 millions, a atteint un nouveau record en août de cette année, selon les plus récentes statistiques du département de l'Agriculture. Ce nombre a augmenté d'un million par rapport à l'année dernière et de plus de 50 % depuis octobre 2008, lorsque la statistique s'établissait à 30 millions. À Washington D.C., la capitale du pays, et dans l'État du Mississippi, plus du cinquième des résidents reçoivent maintenant des coupons alimentaires.

Une personne qui bénéficie des coupons alimentaires reçoit en moyenne l'équivalent de 130 \$ par mois, ou environ 4,33 \$ par jour, soit moins que le prix d'un café dispendieux dans le bas Manhattan. Néanmoins, un projet de loi qui est maintenant débattu au Sénat américain priverait ce programme de milliards de dollars sur 10 ans, ce qui précipiterait un nombre incalculable d'enfants, de personnes âgées et de malades dans la pauvreté. Quelque 50 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aux États-Unis, par rapport à 36 millions en 2007 ; 17 millions de ceux qui ont faim sont des enfants.

Le taux de pauvreté officiel, qui sous-estime grandement le vrai niveau de dénuement social, a également atteint un nouveau record. Quelque 49,7 millions de gens vivent sous le seuil de la pauvreté aux États-Unis, ou 16,1 % de la population totale, selon les chiffres du bureau de recensement américain rendus publics en novembre. En 2006, 37,3 millions de personnes étaient pauvres et le taux de pauvreté officiel s'élevait à 12,5 %.

Le nouveau rapport a révisé ses statistiques de pauvreté en prenant en considération les effets des programmes gouvernementaux et du coût de la vie de chaque région. En particulier, le rapport a trouvé des taux extraordinaires de pauvreté dans les États où la vie coûte cher.

Avec la nouvelle mesure, la Californie a un taux de pauvreté de 23,5 pour cent, ce qui veut dire que près d'un habitant sur quatre de l'État le plus riche et le plus peuplé du pays est pauvre. La Californie, où l'on trouve Hollywood et la Silicon Valley, ainsi que des ateliers de misère de textile et des camps d'ouvriers agricoles migrants, a un des plus hauts taux d'inégalité de revenu des États-Unis.

De plus, les données du bureau de recensement indiquent que le revenu médian des ménages aux États-Unis, ajusté après inflation, a chuté de 1,5 % comparé à l'année précédente. Ce revenu était de 8,1 % plus bas qu'en 2007 et 8,9 % plus bas qu'à son sommet de 1999. Le revenu de la famille typique américaine en 2011 a chuté pour la quatrième année consécutive et a atteint des niveaux jamais vus depuis 1995.

Les hauts niveaux de pauvreté et de misère sociale causés par la crise économique ont été exacerbés par les coupes constantes dans les programmes sociaux.

Les programmes anti-pauvreté du gouvernement ont maintenu 50 millions de personnes hors de la pauvreté. Sans ces programmes, le taux de pauvreté serait deux fois plus élevé, selon le Center on Budget and Policy Priorities. En 2011, selon le National Employment Law Project (NELP), l'assurance-chômage a aidé 26 millions de travailleurs et a porté 2,3 millions de personnes, incluant 600 000 enfants, au-dessus du seuil de pauvreté.

En 2010, environ deux tiers des gens comptés dans les statistiques de chômage du gouvernement recevaient des prestations de chômage. En 2011, cependant, ce chiffre a chuté à 54 %. Cette année, il a glissé à 45 %, selon George Wentworth, un haut responsable du NELP.

Maintenant, les prestations d'assurance-chômage prolongées, offertes en raison de la crise économique et de la croissance du chômage à long terme, devraient prendre fin le 31 décembre. À moins que le programme ne soit renouvelé, deux millions de personnes en seront exclues et les chômeurs de partout au pays ne recevront pas plus de 26 semaines de prestations de chômage après avoir été mis à pied.

Si le programme est laissé à l'abandon, selon Wentworth, cela voudrait dire que seulement un quart de ceux qui sont officiellement au chômage recevrait une quelconque forme d'allocation.

Pour les masses, les élections de 2012 se sont déroulées sans que leurs vrais inquiétudes et besoins soient mentionnés. L'establishment politique et médiatique aux États-Unis est indifférent à la dévastation sociale que leur système a produit et hostile à toutes mesures qui tenteraient d'y remédier.

Le mot « pauvreté » n'apparaît pratiquement jamais dans les discours et les commentaires du président Barack Obama, élu au plus haut poste, dans un pays où la moitié de la population est soit pauvre ou presque pauvre. L'administration Obama est le parfait exemple de l'inhumanité de l'aristocratie financière et de ses serviteurs politiques.

L'élection de novembre derrière eux, les démocrates et les républicains s'affairent maintenant à attaquer les programmes gouvernementaux et ce qui reste du « filet de sécurité » social. Pour de tels programmes, « il n'y a pas d'argent ». Au même moment, les partisans multimillionnaires des politiciens amassent les profits records et profitent des fortunes de la bourse de Wall Street.

Que la pauvreté abjecte et la misère doivent cohabiter avec la richesse la plus extravagante et la plus absurde est une réalité inévitable, tout à fait naturelle, pour les deux partenaires de la grande entreprise et tous les pourvoyeurs de sagesse politique aux États-Unis. La population, qui elle n'a jamais été consultée sur ces questions, bouillonne de colère, malgré la confusion qui peut subsister. La société américaine, sclérosée, injuste et inégale, se dirige

tout droit vers des soulèvements sociaux.

Andre Damon

Article original, [WSWS](#), paru le 24 novembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Andre Damon](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : **[Andre Damon](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca